

La Revue hebdomadaire

ET

SON SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ
PARAISANT LE SAMEDI

VINGT-TROISIÈME ANNÉE

SOMMAIRE

GABRIEL HANOTAUX.....	Les Nouvelles routes mondiales. Le canal de Panama.....	449
	ENQUÊTE	
	DE « LA REVUE HEBDOMADAIRE » :	
PAUL LEROY-BEAULIEU.....	Les Témoignages de l'expérience (IX).....	462
C ^{te} DE CAIX DE SAINT-AYMOUR	La Victoire de Bouvines.....	499
PIERRE MAGNE.....	Notes et Souvenirs (publiés par son petit-fils, M. Napoléon MAGNE) (II).....	519
LOUIS SAILHAN.....	Le Grand Mage.....	534
JEAN CHANTAVOINE.....	Chronique musicale.....	553

Memento bibliographique. — L'Actualité : Revue des revues françaises. — Les Faits et les Idées au jour le jour. — La Vie économique et financière. — La Vie mondaine et familiale. — Courrier théâtral. — Chronique sportive.

LA REVUE HEBDOMADAIRE ne publie que de l'indébit

LIBRAIRIE PLON, 8, rue Garancière (6^e). — PARIS

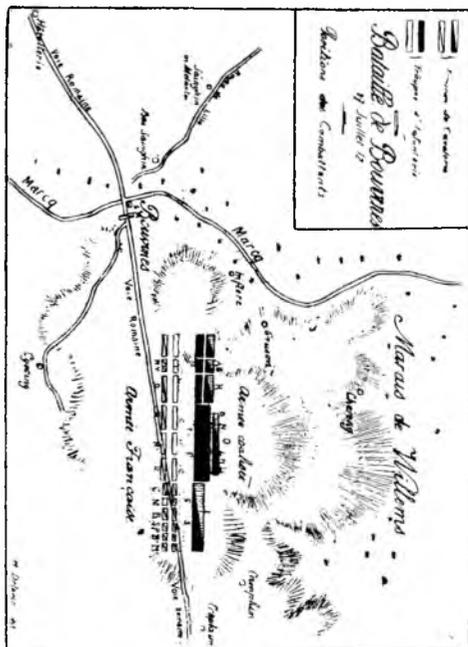
Les manuscrits non insérés
ne sont pas rendus

TÉLÉPHONE : FLEURUS 12-53



25375. — Ruines de l'abbaye de la Victoire fondée par Philippe-Auguste en commémoration de la bataille de Bouvines.

A l'occasion des fêtes commémoratives de la victoire de Bouvines, M. le comte de Caix de Saint-Aymour publie une étude consacrée à *Bouvines*.



25376. — La bataille de Bouvines. — Position des combattants.



Photo Pireou

25377. — M. Paul Leroy-Beaulieu, de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur de « l'Économiste français », dont « la Revue hebdomadaire » publie la réponse à l'enquête sur les « Témoignages de l'expérience ».

LA VICTOIRE DE BOUVINES ⁽¹⁾

I

Un soir de la fin du mois de mai de l'an de l'Incarnation mil deux cent et quatorze, un long cortège de chevaliers armés en guerre s'engouffrait sous la porte qui donnait entrée, du côté de Paris, dans la vieille enceinte de Senlis, récemment restaurée. Les gens d'armes gravissaient, aux acclamations des bourgeois, la rue étroite et raide qui monte encore aujourd'hui de l'emplacement de cette porte, au centre de la ville. C'était le preux roi Philippe, surnommé Auguste, deuxième du nom, lequel, allant en Flandre au-devant de l'invasion menaçante des Germains, venait faire étape dans la vieille cité des Sylvanectes, où il possédait un palais assis sur les murailles gallo-romaines, et où, comme ses pères, il aimait à faire de fréquents séjours.

Mais d'autres raisons encore l'engageaient à faire cette halte dans sa chevauchée vers la Flandre. Il avait, en effet, donné rendez-vous à Senlis aux contingents des chevaliers et des milices communales du voisinage. De plus, parmi les personnages qui l'accompagnaient, se trouvait son principal conseiller, le frère Guérin, appelé ainsi parce qu'il appartenait à l'Ordre des Hospitaliers de

(1) Au moment où paraît cet article, on célèbre à Lille et à Bouvines le septième centenaire de la victoire de 1214. Le 28 juin doit être solennellement posée la première pierre d'un monument commémoratif élevé sur le champ de bataille par souscription nationale.

Saint-Jean de Jérusalem. Or, frère Guérin venait d'être élu évêque de Senlis sur la démission de Godefroy et le roi était heureux de trouver l'occasion de témoigner au chapitre Notre-Dame sa satisfaction du choix qu'il avait fait, pour son évêque, d'un homme pour lequel il avait une si grande estime et une si vive affection.

Le frère Guérin était, en effet, dit Guillaume le Breton, « le conseiller de confiance du roy Philippe; il avait — ajoute le chroniqueur — après le roy, la principale autorité dans les affaires de l'État. » *Les Grandes Chroniques* de Saint-Denis renchérissent encore, et après un pompeux éloge de Guérin, elles lui donnent positivement le rôle de premier ministre du roi auquel il était attaché au moins depuis l'année 1190.

Pour le moment, l'« Élu de Senlis » — c'est ainsi qu'il sera désigné jusqu'à sa consécration épiscopale quelques mois plus tard — accompagnait le roi en qualité de conseiller militaire. Comme chevalier des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, dont il portait encore, sur sa cotte d'armes, la tunique rouge à la croix noire, il avait appris la guerre en Orient contre les infidèles. Déjà le roi l'avait employé dans des missions de cet ordre, notamment en 1210, à l'occasion du projet de descente en Angleterre. Tout récemment, en 1213, lors de la trahison de Randulphe (ou Raoul) de Mortagne qui avait livré Tournai aux Flamands, c'est Guérin qui avait été chargé, avec le comte de Saint-Pol, de reprendre la ville, à la tête des milices de l'Ile-de-France.

Nous allons voir bientôt quel rôle prépondérant, l'« Élu de Senlis » va jouer à la bataille de Bouvines. Mais auparavant il nous faut dire brièvement les circonstances politiques qui préparèrent et amenèrent cette victoire décisive de Philippe-Auguste sur les Germains, victoire nationale entre toutes, puisqu'elle consacra l'indépendance de la nouvelle France capétienne et assura son développement ultérieur.

II

Le moment était grave, d'ailleurs, et c'était une coalition formidable qui menaçait la jeune dynastie des ducs de France, encore mal assise sur un domaine très exposé. A la fin du douzième siècle, en effet, ce que les contemporains appelaient la « Francia » se composait d'une longue bande de territoire, s'étendant du Vermandois au Bourbonnais, par les vallées moyennes de la Seine et de la Loire. Ce territoire, que Philippe-Auguste avait hérité de son père, était étroitement resserré entre les possessions des Plantagenet, rois d'Angleterre, maîtres de tout le littoral français de la Somme aux Pyrénées (Normandie, Anjou, Poitou, Aquitaine, etc.), et les pays de l'ancien royaume d'Arles (Bourgogne, Lyonnais, Provence, Dauphiné, etc...), placés sous l'influence des empereurs allemands, qui n'avaient jamais renoncé à la prétention de réduire le roi de cette « Francia » à l'état d'humble vassal de l'empire germanique et de recouvrer la suprématie qu'ils avaient si longtemps exercée sur les « Francks de l'Ouest ». Cette suprématie n'avait, en effet, pris fin complètement qu'avec la déchéance de la maison carolingienne et l'avènement des ducs de France capétiens.

Les dissensions intestines de l'empire et les compétitions de ses princes pour la couronne impériale n'avaient pas permis aux convoitises des Allemands de s'affirmer depuis longtemps, et les successeurs de Hugues Capet en avaient profité pour augmenter leur pouvoir et pour consolider leur souveraineté. Mais les déplorables résultats de la politique matrimoniale de Louis VII et son divorce avec Aliénor d'Aquitaine, aboutissant à la création de l'énorme puissance représentée par l'empire angevin des Plantagenet, avaient réveillé les espérances germaniques.

L'antipathie ethnique entre Allemands et Français datait, d'autre part, de bien loin.

Sans remonter à l'époque où la Neustrie et l'Austrasie se combattaient à outrance, on avait eu naguère la preuve de cette antipathie profonde lors de la seconde croisade en 1147. La coopération des efforts des deux peuples, conduits par leurs chefs nationaux, l'empereur Conrad III et le roi Louis VII, coopération espérée et escomptée par saint Bernard, avait piteusement échoué. Les chroniqueurs nous fournissent alors maintes preuves de cette animosité réciproque. Un d'entre eux, l'Anglais Jean de Salisbury, écrivant en 1168, nous montre les étudiants allemands, très nombreux à Paris, témoignant une hostilité insolente à la France et à son « très pieux roi Louis VII ». Ce prince était, d'ailleurs, devenu en vieillissant un bonhomme timide et irrésolu, plongé dans une bigoterie ridicule — il s'imposait trois carêmes par an et vivait comme un moine — et il se montrait tout à fait dépourvu de sens politique, de prévoyance et d'énergie.

Lorsque Philippe-Auguste, son fils, lui succéda en 1179, il réagit immédiatement contre le laisser-aller de son père et engagea sans tarder la lutte contre les ennemis de son trône. En peu d'années, il avait fait sentir à ses adversaires qu'une main ferme présidait désormais aux destinées de la « Francia » menacée. La grande monarchie angevine des Plantagenet, triomphante au traité de Montlouis en 1174, avait reculé et perdu des provinces. Les peuples de langue d'oïl saluaient dans le jeune roi le champion de leurs légitimes espoirs. Le développement du pouvoir royal s'accroissait donc de jour en jour et pour la première fois au commencement du treizième siècle, la monarchie capétienne était vraiment la maîtresse de la « Francia ».

Il devenait urgent pour ses ennemis de faire une tentative suprême pour l'abaisser.

Parmi ces ennemis du Capétien, nul n'était plus inté-

ressé à l'abattre qu'Othon IV de Brunswick, le chef de la famille saxonne et du parti guelfe, empereur d'Allemagne depuis 1198. Philippe-Auguste, continuant l'habile politique qui le portait à profiter toujours et partout des divisions de ses rivaux pour les affaiblir, avait soutenu le fils cadet de Barberousse, choisi par les Allemands du Sud pour représenter les Hohenstaufen et pour devenir le chef du parti gibelin. Après l'assassinat de son compétiteur par Othon en 1208, Philippe s'était empressé de faire alliance avec le jeune Frédéric II, roi de Sicile, qu'Innocent III opposait à Othon de Brunswick avec lequel il s'était brouillé et qu'il venait d'excommunier.

Le gant était jeté ; l'empereur guelfe le releva. Aussi bien, tous les Allemands du Nord qui l'avaient élu et qui le soutenaient, croyaient le moment venu d'en finir avec le Capétien et de réduire de nouveau la « Francia » au rôle de vassale du corps germanique. Toutes les vieilles haines ethniques s'étaient réveillées. Le moment paraissait favorable. Frédéric II était trop occupé dans l'Allemagne du Sud pour donner une aide quelconque à son allié. Le représentant des Plantagenet — lequel était alors celui que l'histoire connaît sous le nom de Jean sans Terre — avait à se venger particulièrement de Philippe-Auguste, qui, non content d'avoir soulevé contre lui ses vassaux rebelles, et son clergé qui l'avait fait excommunier en 1212, lui avait enlevé la Normandie, le Maine, la Touraine et l'Anjou et menaçait encore le Poitou. Enfin les Flamands, qui avaient toujours supporté avec peine la suzeraineté capétienne, ne pardonnaient pas à Philippe d'avoir ajouté à ses domaines le Vermandois, l'Artois et la Picardie sur lesquels leur comte avait des droits, d'avoir fait donner à son beau-père, Beaudoïn V de Hainaut, la succession vacante du comté de Namur, enfin d'avoir placé définitivement sous son autorité la ville de Tournai, place importante par sa situation au point de jonction du Hainaut, de la Flandre et du Cambrésis.

Le comte de Flandre, Ferrand, allié de Jean sans Terre, était en guerre ouverte depuis 1213 avec Philippe-Auguste, lequel avait conquis presque toute la Flandre en quelques jours, puis, après l'avoir dévastée, l'avait évacuée au printemps de l'année 1214. Cette évacuation était une nécessité stratégique. En effet, le Capétien n'était pas encore prêt à soutenir à la fois la guerre contre le Flamand, secouru sans relâche par son allié d'Angleterre, et contre Jean sans Terre lui-même, lequel, réconcilié avec le pape dont il s'était déclaré le vassal, se préparait à faire un grand effort dans le centre de la France.

Le 16 février 1214, quelques jours après avoir reçu l'hommage du comte de Flandre, le Plantagenet débarquait à La Rochelle, ville de marchands restée fidèle à l'Anglais avec lequel était son principal commerce. Les seigneurs de Saintonge, d'Angoumois, de Limousin, du Poitou occidental, du Nivernais, ne voyant rien venir du nord, s'étaient soumis à Jean et marchaient sous ses bannières. D'autre part, dès l'été de 1213, le comte de Salisbury, frère naturel de Jean sans Terre, avait été envoyé en mission auprès de l'empereur guelfe Othon IV.

La grande coalition était désormais formée et le plan élaboré par les alliés allait s'exécuter. Le Capétien allait être pris entre deux invasions : celle du sud, conduite par Jean sans Terre avec le gros des forces anglaises ; celle du nord, la principale, composée des Allemands, des Flamands et d'un corps auxiliaire d'Anglais venus par mer.

A cette double menace, il fallait donc que Philippe-Auguste répondît d'abord en se repliant sur lui-même et en réunissant toutes ses forces pour la lutte décisive.

Pour faire face au Plantagenet, il confia à son fils Louis une armée considérable composée en grande partie de chevalerie et l'envoya en Poitou et sur la Loire, afin d'arrêter l'effort des Anglais et de les empêcher de remonter vers la Seine.

Quant à lui, il se réserva la plus rude besogne, et quand nous le trouvons passant par Senlis à la fin du mois de mai, il se dirigeait vers le nord, ramassant sur sa route ses fidèles gens d'armes et le gros des milices bourgeoises du Beauvaisis, du Senlisien, du Valois, du Vermandois et de la Picardie, et marchant au-devant des Germains et des Flamands qui, campés sous les remparts de Valenciennes, s'étaient, dans leur arrogante certitude de vaincre, déjà partagé la « Francia ».

III

De Senlis, Philippe-Auguste remonta lentement vers Compiègne et Péronne, où nous le trouvons au mois de juin, organisant toujours son armée qui s'augmentait à chaque étape des milices des bonnes villes et des seigneurs de la région.

Vers la mi-juillet, ses préparatifs étaient terminés ; l'oriflamme était arrivée de Saint-Denis, et le roi venait d'apprendre, avec la joie la plus vive, que Jean sans Terre avait été mis en déroute à La Roche-au-Moine en Anjou, par son fils Louis de France. Toute crainte d'être pris à revers était donc dissipée et Philippe n'avait plus qu'à marcher à l'ennemi.

Le 26 juillet, l'armée française campait sous les murs de Tournai. Les coalisés, suivant son mouvement, avaient quitté Valenciennes et, remontant vers le nord par la vallée de l'Escaut, étaient arrivés au confluent de ce fleuve et de la Scarpe, sous la forteresse de Mortagne, où ils se retranchèrent, face à Tournai et à Cysoing. Le 26 juillet, le roi résolut d'aller les y attaquer par le chemin le plus direct, c'est-à-dire en se servant de la voie romaine de Tournai à Bavai, sur laquelle les Impériaux s'étaient fortifiés. Mais un avis reçu de son gendre Henry, comte de Louvain et duc de Brabant, fit changer cette résolu-

tion. Il lui disait que le chemin qui conduisait à l'armée de l'empereur était impraticable, qu'il était si étroit qu'à peine on y pouvait passer à cheval et qu'il était bordé de marais fangeux et couvert de saussaies.

Le roi, sur cet avis, changea son plan de campagne. L'ennemi étant inabordable de front, par la vallée marécageuse de l'Escaut, Philippe devait le tourner par les plaines de Douai, vers Marchiennes et Orchies, en suivant la rive gauche de la Scarpe. Peut-être ce mouvement attirerait-il les Impériaux vers ces plaines où il serait plus facile de les combattre. Dans tous les cas, l'armée française aurait ainsi l'avantage de traverser un pays beaucoup plus riche, où elle pourrait « faire le dégast » et vivre plus facilement.

Dès le soir, les ordres furent donc donnés pour le lendemain et le dimanche 27 juillet, de grand matin, l'armée, quittant Tournai, commença son mouvement dans la direction de Lille, en suivant la voie romaine en chaussée qui va de Tournai à Secclin, seul chemin praticable dans cette contrée alors entièrement marécageuse. Quelques heures après, l'avant-garde, comprenant l'infanterie des milices avec l'oriflamme et les bagages, arrivait sur le plateau ondulé, entouré sur trois côtés de marais formés par la rivière la Marcq, que la voie romaine traversait au pont de Bouvines, alors placé à quatre-vingt-dix-huit mètres en amont du pont actuel. Ce plateau, élevé de dix mètres au-dessus des terres inondées de son pourtour, était un des rares points de la région, à peu près découvert et sans eau, où une armée pût se trouver à l'aise, soit pour camper, soit pour combattre.

Mais cette marche en arrière des Français n'avait pas échappé aux coureurs impériaux qui les surveillaient entre Mortagne et Cysoing. Othon, aussitôt informé, crut que Philippe, effrayé de la supériorité des forces impériales, — 86 000 hommes contre environ 25 000, — voulait refuser le combat. Persuadé, comme le dit un ancien historien,

« qu'un ennemi qui craint est à demy vaincu », l'empereur leva donc son camp à la hâte et se mit, aussi vite que le lui permettaient les difficultés du terrain, à la poursuite des Français.

Philippe n'avait nullement prévu une décision aussi prompte de l'adversaire. Nous avons vu que le 27 juillet était un dimanche, et le Capétien croyait que l'empereur se conformerait à l'usage des armées chrétiennes, qui évitaient d'engager aucun combat le jour du Seigneur. Il avait donc, avec une parfaite confiance, ordonné à ses troupes de franchir la Marcq par le pont de Bouvines qui, bien qu'élargi pour la circonstance et pouvant permettre le passage de douze hommes de front, était encore bien étroit pour laisser écouler une armée de 25 000 hommes, avec tous ses bagages. Cette armée avançait, d'ailleurs, très lentement : on était en pleine canicule ; il faisait une chaleur accablante, et le roi suivait, avec une parfaite quiétude, l'achèvement du mouvement qu'il avait ordonné.

Cette quiétude faillit lui coûter cher.

Heureusement pour lui et pour le salut de la France, frère Guérin, toujours prudent, veillait à l'arrière-garde. « Excellent homme de guerre, — dit de lui le chroniqueur à cette occasion, — doué d'une prudence admirable, ses vues étaient justes et sûres et il possédait une sagacité merveilleuse pour prévoir ce qui pourrait arriver. »

Craignant quelque surprise, il avait pris avec lui un gros de cavalerie légère placé sous la bannière d'Adam, vicomte de Melun, et, tournant le dos à la ligne de retraite des Français, il s'était dirigé du côté de Mortagne pour observer les mouvements de l'ennemi, la disposition de ses troupes, et pour essayer de pénétrer ses desseins. A trois mille pas environ au sud-est sur le flanc gauche de l'armée, c'est-à-dire probablement à Longue-Saule, il gravit une hauteur de laquelle il découvrit l'armée impériale dont la masse était si considérable que du point où il

l'observait, frère Guérin n'en voyait pas l'extrémité. Les divers groupes de cette armée s'avançaient très rapidement en ordre de bataille, les chevaux de la gendarmerie déjà bardés et la cavalerie légère, l'infanterie et les arbalétriers marchant devant les chevaliers, comme c'était la coutume au moment d'engager l'action.

Sans perdre un instant, Guérin ordonna au vicomte de Melun de se maintenir aussi longtemps qu'il lui serait possible à son poste d'observation, et piquant des deux, il courut en hâte vers le roi.

Philippe, bien que sa naïveté de croyant lui fit douter encore de cette attaque, à cause du saint jour où l'on se trouvait, dut cependant se rendre à l'évidence que lui apportait son fidèle serviteur. Il donna donc à ses troupes l'ordre de s'arrêter et tint immédiatement conseil avec ses barons. Malgré l'ardeur que tous montraient à combattre, ils furent d'avis, à une très grande majorité, de continuer la retraite au delà de la rivière, pour mettre à l'abri les bagages et y attendre l'attaque des Impériaux. Mais Guérin ne céda pas. Il fit remarquer aux barons qu'il était trop tard pour que leur plan pût réussir, que l'ennemi était beaucoup trop près et les forcerait à accepter la bataille avant que la plus grande partie de l'armée française ait pu passer sur la rive gauche de la Marcq. Si l'on persistait à continuer la retraite avec l'ennemi au dos, le passage se ferait dans une confusion dangereuse et l'arrière-garde serait taillée en pièces sous les yeux du gros de l'armée déjà passé sur l'autre rive et impuissante à lui porter secours.

Le plan de bataille conseillé par l'« Élu de Senlis » était d'autant plus judicieux qu'en attendant l'attaque de l'ennemi là où l'on était alors, c'est-à-dire à mi-chemin entre Tournai et Bouvines, on tombait sur les Impériaux au passage d'un gros ruisseau et qu'ils étaient forcés de combattre ayant au dos des marécages. Si on allait plus loin, au contraire, et que le pronostic de Guérin se réali-

sât, on courait le risque d'être obligé d'accepter la bataille, adossés aux marais de la Marcq, avec une seule voie de retraite, le pont étroit de Bouvines.

Quoi qu'il en soit, et malgré l'insistance du frère Guérin, son plan ne prévalut pas ; on décida de passer la Marcq et le défilé de l'armée continua vers le pont de Bouvines. Mais bientôt d'autres nouvelles aussi précises qu'inquiétantes parvinrent au roi.

On lui annonçait que l'ennemi attaquait vigoureusement l'arrière-garde, que les arbalétriers et les autres détachements qui avaient été envoyés, sous le commandement du duc de Bourgogne, pour retarder les Impériaux, ne pouvaient soutenir un choc inégal et que le vicomte de Melun, après une résistance héroïque, avait été obligé de battre en retraite pendant plus de deux mille pas en disputant le terrain pied à pied ; mais que sa petite troupe, malgré toute sa vaillance, était débordée et menacée d'être enveloppée.

A cette nouvelle, le roi qui, désarmé, se reposait sous un frêne en attendant de passer le pont avec l'arrière-garde, reprit ses armes et fit sonner l'alerte. Il donna l'ordre, en même temps, à la partie de l'armée qui était déjà en retraite sur la rive gauche de la Marcq, de repasser le pont en toute hâte pour faire tête à l'ennemi en laissant les bagages à l'Hôtellerie. Cet ordre fut immédiatement exécuté ; mais on n'eut pas le temps de ramener l'oriflamme assez vite pour qu'elle pût, selon la coutume, marcher dès le commencement du combat à la tête de toutes les bannières.

Néanmoins, l'initiative heureuse qu'avait eue frère Guérin de poster le vicomte de Melun et sa troupe dans une position avantageuse, et la vaillance de ces braves qui ne cédèrent le terrain que pied à pied, fut le salut des Français. Othon, qui s'attendait à tomber sur l'arrière-garde d'une armée en pleine retraite, après avoir perdu un temps précieux, fut très surpris de se trouver en face

du gros de l'armée française qui l'attendait sur la voie romaine de Tournai. Il fut donc obligé de prendre lui-même position au sommet du plateau. Il croyait ainsi se donner encore une supériorité ; mais il se trompait. Face au sud-ouest, les alliés allaient avoir, en effet, le soleil dans les yeux, tandis que les Français l'avaient dans le dos, ce qui permettait à leurs chefs d'observer à leur aise chaque corps ennemi et de prendre les meilleures dispositions de combat.

Guérin plaça ses troupes de façon à présenter un front égal — quoique moins profond, puisqu'elles étaient trois fois moins nombreuses, — à celui des Impériaux. Ce front, dirigé de l'est à l'ouest, s'étendait sur près de trois kilomètres.

Le roi et la principale noblesse étaient au centre et formaient le « corps de bataille », avec une bonne partie de l'infanterie des communes qui, au fur et à mesure qu'elle repassait le pont, venait se mettre en ligne devant les chevaliers. L'aile gauche, composée des milices du Ponthieu et de quelques corps de gendarmerie, était sous les ordres des comtes de Ponthieu, d'Auxerre et de Dreux. L'aile droite était sous le commandement du duc de Bourgogne avec un gros de chevaliers champenois, les comtes de Beaumont et de Sancerre, Gaucher de Châtillon, comte de Saint-Pol, Mathieu, sire de Montmorency, tous à la tête de leurs vassaux. On voyait aussi à cette aile droite les braves gens qui avaient si honorablement combattu avec le vicomte de Melun, pour retarder la marche de l'ennemi, et un escadron d'élite de trois cents sergents à cheval armés seulement de lances et d'épées, que Milon de Bazoches, abbé de Saint-Médard de Soissons, avait levés dans les terres de son abbaye, et qui étaient pleins de courage et d'ardeur.

Frère Guérin était partout. Avant que l'action fût engagée, il parcourut rapidement les rangs, mettant en première ligne les détachements sur lesquels il comptait

le plus, et derrière, ceux dont il était moins sûr et qu'il craignait de voir se débander pour butiner ou faire des prisonniers. Il excitait le courage de tous en leur disant qu'ils allaient combattre pour Dieu, — puisque Othon et la plupart de ses alliés étaient des ennemis déclarés de l'Église, — pour l'honneur du roi et pour leurs foyers. Ne négligeant pas les conseils techniques, il leur recommandait en même temps de ne pas se laisser prendre en flanc par l'ennemi trois fois plus nombreux, d'étendre leur ligne à proportion que l'adversaire développerait la sienne, et de ne pas se mettre à couvert les uns derrière les autres.

Le rôle prépondérant que le frère Guérin joua dans les préparatifs du combat a fait croire à plusieurs auteurs qu'il avait officiellement le titre de « maréchal de bataille ».

L'érudit qui a le mieux et le plus complètement étudié la bataille de Bouvines, M. Henri Delpech, dans sa *Tactique au treizième siècle*, n'hésite pas à donner à Guérin le rôle de « général en chef » sous les ordres duquel le roi lui-même n'était qu'un « simple divisionnaire ». Il est certain que c'est l'« Élu de Senlis » qui plaça les différents corps de l'armée, sans tenir compte des habitudes, sans s'astreindre — chose inouïe alors — à donner aux différents seigneurs le commandement direct de leurs vassaux, et en mélangeant les unités, non suivant les règles féodales, mais suivant les meilleurs services qu'elles pouvaient rendre. Cette circonstance prouve le prestige que donnait à l'« Élu de Senlis » son expérience des choses militaires et la confiance qu'avaient en lui les plus grands seigneurs de l'armée, le roi et les chefs des Communiens. Quel que fût son titre officiel, c'est cette confiance qui lui permit de rendre à l'armée les services d'un véritable chef d'état-major, en mettant de l'ordre dans cette cohue féodale, en plaçant le plus avantageusement possible les divers corps ; mais surtout en faisant

arrêter la marche de l'ennemi par le vicomte de Melun assez longtemps pour laisser le roi réparer la faute qu'il avait commise, contre l'avis de son fidèle conseiller, en faisant passer une grande partie de ses troupes sur la rive gauche de la Marcq, au delà du pont de Bouvines.

VI

Les troupes ennemies étaient en présence et l'action ne s'engageait pas ; les trompettes sonnaient et les clercs qui entouraient le roi avaient entamé les psaumes, et rien ne bougeait encore. Peut-être les Impériaux voulaient-ils profiter de ce qu'ils occupaient un terrain dominant légèrement la plaine environnante, pour attendre l'attaque des Français.

Quoi qu'il en soit, Guérin, après sa tournée sur le front de l'armée, était revenu à l'aile droite, la plus exposée et la plus menacée, qu'il avait exclusivement composée de cavalerie. En effet, si cette aile était enfoncée, les Français étaient tournés, acculés aux marais de la Marcq et probablement anéantis. C'est donc là que Guérin avait résolu, non de combattre, — puisque sa qualité d'évêque élu de Senlis lui interdisait de se servir d'armes de guerre, — mais de se tenir, pour apporter aux chefs l'appui de ses conseils et aux combattants le réconfort de sa présence respectée.

Les chefs des Français hésitaient sur le parti à prendre, quand le comte de Saint-Pol donna au duc de Bourgogne et à Guérin le conseil d'envoyer la moitié de la cavalerie légère de l'abbaye de Saint-Médard de Soissons, — ces trois cents sergents à cheval dont nous avons déjà parlé, — escarmoucher contre la pesante gendarmerie flamande, afin d'essayer de mettre de la confusion dans ses rangs, confusion dont la gendarmerie française profiterait pour s'avancer contre elle toute fraîche et en bon ordre.

Guérin approuva l'idée du comte Gaucher. Il lança avec impétuosité les gens de Saint-Médard contre les chevaliers flamands, lesquels méprisant ces miliciens mal armés, ces serfs avec lesquels ils croyaient indigne d'eux de combattre, ne daignèrent faire aucun mouvement pour les recevoir et se contentèrent, sans quitter leurs rangs, de mettre hors de combat les chevaux sans armure défensive de leurs adversaires. Mais les braves Soissonnais, quoique démontés, ne lâchèrent pas prise ; ils se jetèrent sur les cavaliers bardés de fer, qui furent obligés de se défendre pour de bon et à qui ils portèrent de rudes coups. Les Flamands ayant rompu leurs rangs dans ce corps à corps, et excités au combat, prirent enfin le parti de marcher au-devant de la gendarmerie française qui s'avançait de son côté. Bientôt la mêlée devint générale.

Les chefs de bannières français, Châtillon, Melun, Montmorency et autres, entourés de leurs plus hardis chevaliers, se précipitent « en coins » contre la ligne ennemie, la culbutent, la traversent et arrivés de l'autre côté, se retournent pour recommencer cette manœuvre qu'ils renouvellent plusieurs fois et qui met le désordre dans la chevalerie flamande. La réserve des Bourguignons entre alors en action et achève la déroute du corps de Ferrand. Après trois heures de lutte et une défense héroïque, le comte de Flandre, couvert de blessures, est désarçonné, jeté à terre et obligé de se rendre à Gilles d'Acy et aux frères de Mareuil.

Cette capture change en débandade la défaite des Flamands et Guérin et ses compagnons, restant maîtres du terrain, peuvent aller au secours du centre des Français où la victoire était encore plus chaudement disputée.

Ce « corps de bataille » se composait surtout, de part et d'autre, d'infanterie soutenue par des détachements de gendarmerie. L'empereur Othon, tout couvert d'or, commandait en personne les chevaliers de Lorraine, de Bra-

bant, de Namur et de Luxembourg, ainsi que les fantassins allemands, flamands et brabançons. A côté d'Othon, sur un char trainé par quatre chevaux, paraissait la bannière de l'Empire, un énorme dragon surmonté d'une aigle d'or.

Du côté français, et derrière les milices de Corbie, d'Amiens, de Beauvais, de Compiègne, d'Arras, entourant l'oriflamme enfin arrivée sur le champ de bataille, le roi Philippe-Auguste se tenait au milieu de sa chevalerie d'élite : Galon de Montigny, portant la bannière royale, Guillaume des Barres, Barthélemy de Roye, Enguerran de Coucy, Pierre Mauvoisin, Gauthier de Nemours, Gérard La Truie, Guillaume de Garlande et cent autres.

Très supérieurs en nombre à leurs adversaires, les fantassins lorrains, allemands et flamands se forment en coin et défoncent le rideau d'infanterie constitué par les communiens français. La chevalerie impériale les suit de près et attaquant avec furie, pénètre jusqu'aux escadrons de la gendarmerie française qui entoure le roi. Un violent corps à corps se produit entre les chevaliers des deux armées. Pendant ce corps à corps, Philippe est un instant séparé des siens et enveloppé par la « piétaille » des fantassins allemands. Un d'entre eux, accrochant le roi vers la gorge au défaut de la cuirasse, avec un de ces javelots portant deux crochets de chaque côté de la pointe, parvient à le renverser de son cheval. Le roi, d'ailleurs, n'ayant pas été blessé de la chute, parvient à se remettre sur ses pieds ; mais le soldat tirant toujours sur le javelot, paralysait les mouvements de Philippe, qui, accablé de traits, courait risque de succomber. Heureusement, un brave chevalier, Pierre Tristan, arrive à son secours, descend de cheval, et lui fait un rempart de son corps. A l'appel de Galon de Montigny, qui agit désespérément la bannière royale, les sergents d'armes du roi se précipitent, d'autres barons accourent, Philippe

remonte sur le cheval que lui offre Tristan, et le combat se rétablit.

Les chevaliers français font des prodiges de valeur et se jettent avec le roi sur le gros des chevaliers allemands, au milieu desquels se tenait l'empereur lui-même. Le choc des Français fut si violent qu'Othon fut à son tour en grand danger : Pierre Mauvoisin saisit la bride de son cheval et Gérard La Truie lui porte à la poitrine un violent coup d'épée qui glisse sur l'armure. Un second coup, mal dirigé, entre dans l'œil du cheval de l'empereur. L'animal, blessé cruellement, fait un bond qui force Mauvoisin à lâcher prise ; puis affolé, il entraîne son cavalier hors de la mêlée où il tombe raide mort. Guillaume des Barres, poursuivant l'empereur, le saisit et l'aurait enlevé s'il n'eût été sauvé par la prompte intervention de ses gens. Mais Othon, à la suite des périls qu'il vient de courir, est pris d'une telle frayeur qu'aussitôt dégagé et remonté sur un autre cheval, il s'enfuit honteusement, abandonnant le champ de bataille. « Nous ne verrons plus sa figure aujourd'hui, » dit simplement Philippe-Auguste, en voyant la lâcheté de son adversaire.

Le sort du combat était décidé sur ce point, l'ennemi fuyait à toute bride et la victoire des Français au centre était complète.

Restait l'aile droite des Impériaux composée des Anglais sous la conduite du comte de Salisbury et de Renaud de Boulogne, comte de Dammartin. Placée sur la partie la plus haute du plateau entre Baisieux et Cysoing, cette aile droite avait en face d'elle les contingents du comte de Ponthieu, du comte de Dreux et de son frère Philippe, évêque-comte de Beauvais, avec Thomas de Saint-Valery et 2 000 fantassins de Gamaches.

Salisbury, profitant de la supériorité du nombre, avait d'abord pris une vigoureuse offensive et était parvenu à refouler les Français vers le village de Bouvines. L'instant était critique ; car ce mouvement, s'il n'avait été

arrêté, aurait permis à l'ennemi de prendre Philippe-Auguste à revers et de le couper de son unique ligne de retraite par le pont de Bouvines. Heureusement Guérin, pour garder ce pont, avait placé sur la hauteur, près de l'église, un détachement important de sergents massiers du roi, troupe composée d'hommes choisis pour leur vigueur, pouvant manier ces terribles masses, seules armes que craignaient les chevaliers bardés de fer, dont elles allaient briser les os sous les cottes de maille impuissantes à les protéger contre elles.

On dit qu'à ce moment ces sergents firent vœu, si le combat se rétablissait, de fonder une église à Paris, vœu qui se réalisa et que rappellent deux curieux bas-reliefs encore conservés à Saint-Denis. Mais ces braves gens ne se contentèrent pas d'invoquer le Dieu des armées. Se réunissant aux troupes des comtes de Ponthieu et de Dreux, avec elles ils reprirent l'offensive, et repoussèrent à leur tour les ennemis. A leur tête marchait l'évêque-comte de Beauvais. Ce prélat, doué d'une force prodigieuse, et qui, par suite de la défense du pape, ne pouvait se servir ni de traits, ni de glaives — *ecclesia abhorret a sanguine* — assommait avec une énorme masse d'armes les adversaires qu'il trouvait devant lui et que ses valets égorgeaient ensuite avec un sang-froid dépourvu de tout scrupule. Les Anglais résistaient néanmoins avec la plus grande opiniâtreté ; mais quand ils virent le centre se débander après l'aile gauche, et qu'ils furent attaqués en flanc par les vainqueurs de ces deux groupes, débarrassés de leurs adversaires, ils renoncèrent à leur tour à lutter et abandonnèrent en désordre le champ de bataille.

Seuls, 700 fantassins brabançons et Renaud, comte de Boulogne et de Dammartin, continuaient la résistance.

Les braves Brabançons, refusant de se rendre, et entourés par un corps de troupes considérable, furent massacrés jusqu'au dernier. Quant au comte de Boulogne, deux fois traître au roi son suzerain et sachant qu'il n'avait

pas de grâce à attendre, il persistait à lutter avec la rage du désespoir, aidé par un petit groupe de fidèles serviteurs. Posté au centre d'un cercle de fantassins armés de piques et entouré de quelques chevaliers d'élite, il sortait en trombe de cette forteresse vivante qui s'ouvrait pour le laisser passer, portait le carnage parmi les assaillants et rentrait dans son abri reprendre haleine pour recommencer encore. Le jour déclinait qu'il résistait toujours. Enfin, à une dernière sortie qu'il fit avec six chevaliers, les derniers survivants de ses fidèles, la retraite lui fut coupée, son cheval fut éventré; il tomba et ne put se relever. Couvert de blessures, sur le point d'être égorgé par un « goujat » nommé Cornu, il consentit enfin à se rendre à Guérin qui arrivait sur ces entrefaites. L'Élu de Senlis lui garantit la vie, le fit relever, car il était tout couvert de sang, et il eut beaucoup de peine à remonter à cheval. Il fut remis à Jean, sire de Nesle, qui alla le présenter au roi, lequel ordonna qu'il fût livré aux mains du prévôt de Paris avec les autres prisonniers.

La victoire était complète et Philippe-Auguste reprit immédiatement avec son armée le chemin de la France, ne laissant en Flandre qu'un simple corps d'observation.

V

Le retour des vainqueurs fut un triomphe continu. Paris, surtout, leur fit un accueil inouï (1).

C'était la première fois qu'une victoire royale amenait l'explosion d'un pareil mouvement d'enthousiasme populaire. C'est que tout le monde avait compris, dans la

(1) Philippe-Auguste voulut consacrer par une fondation durable le souvenir de la victoire de Bouvines et du rôle prépondérant qu'y avait joué Guérin. A proximité de la ville épiscopale de ce dernier, il éleva, sous le vocable de Notre-Dame-de-la-Victoire, une abbaye dont les belles ruines subsistent encore.

terre capétienne, que la victoire de Bouvines assurait définitivement l'indépendance de la « Francia » vis-à-vis du Germain et de l'Anglais coalisés, et consacrait la monarchie nationale fondée par Hugues Capet sur les débris de l'empire carolingien romain-germanique.

Les seigneurs — petits et grands — juxtaposés par le morcellement féodal sur tout le territoire de l'ancienne Neustrie se rendaient vaguement compte, à la suite de cette victoire, qu'ils faisaient partie désormais d'un corps unique et que ce corps avait pour tête, non le Plantagenet, roi d'une île lointaine, mais le Capétien assis sur les deux grands fleuves nationaux, la Seine et la Loire, et dont l'influence commençait à pénétrer jusque dans les parties du duché de Bourgogne et de l'ancien royaume d'Arles relevant encore de l'empire, mais de « parler » français, telle la Bresse et le Bugey, le Dauphiné, le Vivarais et aussi la grande cité de Lyon.

Si le patriotisme et toutes les idées que ce mot renferme aujourd'hui n'existaient encore qu'à l'état embryonnaire et latent dans la conscience des peuples de langue d'oïl, un sentiment de solidarité plus fort déjà que le lien féodal agitait les esprits.

Ils commençaient à comprendre obscurément que les Capétiens représentaient l'avenir de leur race, et que la victoire remportée par le fils de Louis VII était le prélude d'une unité matérielle et morale que ses successeurs allaient pouvoir réaliser, maintenant qu'ils étaient débarrassés du péril germanique.

Comte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR.